

Éléments de contexte : Le Premier ministre a passé une deuxième nuit dans l'unité de soins intensifs de *St Thomas hospital*, et serait dans un état stable selon son porte-parole. Lors de la conférence de presse journalière du gouvernement, Rishi Sunak a indiqué que l'état de Boris Johnson s'améliorait. Dominic Raab, ministre des Affaires étrangères, continue d'assurer l'intérim et de conduire le gouvernement. Alors que le nombre de décès liés au COVID-19 a bondi le 7/03 (+938), le gouvernement ne s'est pas encore prononcé sur la prolongation du confinement, tandis que la presse évoque la piste d'un durcissement de celui-ci pour l'agglomération londonienne.

1. Évolution épidémiologique

Au 7 avril, 7 097 (+938) personnes étaient décédées au total au Royaume-Uni. Au 7 avril, 60 733 personnes ont été diagnostiquées positives au COVID-19.

2. Mesures nouvelles

HM Revenue and Customs (HMRC) se dote d'outils de lutte contre la fraude au dispositif de chômage partiel (*Job Retention Scheme*) - Jim Harra, directeur de l'administration fiscale britannique, a indiqué que le HMRC avait mis en place un certain nombre de dispositifs pour lutter contre des risques de fraudes qu'il juge important. Outre la mise en place d'une ligne téléphonique pour les lanceurs d'alerte, un certain nombre de conditions et de mesures doivent permettre d'éviter les déclarations frauduleuses : (i) les demandes d'indemnisation, qui peuvent rétroactivement couvrir les coûts à partir du 1^{er} mars, doivent être faites pour des salariés effectivement employés avant le 28 février; (ii) l'entreprise faisant la demande devra avoir déjà été authentifiée par HMRC ; (iii) des procédures de vérifications seront effectuées par HMRC lors de la réception de la demande et des contrôles *a posteriori* seront menés.

Le gouvernement annonce de nouvelles mesures de soutien aux associations caritatives – Rishi Sunak a annoncé que le secteur caritatif bénéficierait d'une aide de 750 M£, dont 370 M£ pour soutenir les petites associations caritatives locales qui travaillent avec les personnes vulnérables. Le gouvernement allouera 60M£ de cette aide à l'Écosse, au Pays de Galles et à l'Irlande du Nord selon la formule Barnett. 360 M£ supplémentaires seront alloués aux organisations caritatives qui fournissent des services essentiels et soutiennent les personnes vulnérables. Jusqu'à 200 M£ de ces subventions serviront à soutenir les hospices, et le reste étant destiné à des organisations telles que *St John Ambulance* et le *Citizen's Advice Bureau*, ainsi qu'à des associations caritatives qui soutiennent les enfants vulnérables, les victimes de violences domestiques ou les personnes handicapées.

3. Impact économique et financier

Le dispositif de chômage partiel mis en place pour répondre à la pandémie de COVID-19 pourrait bénéficier à 9M de salariés – La Resolution Foundation, think tank spécialisé sur les questions économiques, estime que le *Job Retention Scheme* (JRS) pourrait concerner entre 7M et 10M de personnes, soit un tiers des employés du secteur privé. Ce dispositif, par lequel le gouvernement s'engage à subventionner 80% du salaire versé par les entreprises qui ne peuvent plus faire travailler leurs employés et qui a été élargi aux travailleurs indépendants, devrait être opérationnel dans les prochaines semaines, et agir rétroactivement à partir du 1^{er} mars. Bien que le montant maximal subventionné par employé soit fixé à 2 500£/mois, la Resolution Foundation estime le coût du JRS à 30-40 Md£ sur trois mois, tandis que le gouvernement estimait le coût du dispositif à 19Md£.

Le Coronavirus Business Interruption Loan Scheme (CBILS) ne bénéficierait qu'à très peu d'entreprises selon British Chambers of Commerce (BCC) – Pour un montant total de 330 Md£, le CBILS est un dispositif réservé aux entreprises avec un CA < 500 M£/an par lequel l'État apporte une garantie sur les prêts bancaires contractés durant la pandémie actuelle. Selon un sondage de BCC, seulement 1% des

entreprises britanniques éligibles auraient obtenu un prêt dans le cadre du CBILS, lancé il y a déjà deux semaines, alors que près de 20% envisagent d'y recourir.

En outre, 8% des entreprises ont déclaré ne pas avoir pu accéder au dispositif, en raison de la complexité de la procédure de demande et de la lenteur ou de l'absence de réponse de leurs banques. L'étude de la BCC souligne en outre que près de la moitié des entreprises interrogées ont tout au plus suffisamment de liquidités pour les 3 prochains mois, et que 6% d'entre elles n'ont déjà plus de trésorerie.

En réponse aux critiques avancées dès les premiers jours de la mise en œuvre du CBILS, le gouvernement a simplifié la procédure de demande, en supprimant l'obligation pour les entreprises de prouver qu'elles ont essayé de garantir des prêts commerciaux avant de faire une demande, ainsi que l'obligation pour les chefs d'entreprises d'offrir des garanties personnelles. Au demeurant, les entreprises éligibles au dispositif continuent de critiquer la lenteur de leurs banques, confirmée par les chiffres officiels publiés le 02/03 qui ont montré que moins de 1 000 prêts avaient été approuvés pour 130 000 demandes.

4. Analyse sectorielle / entreprises

Plusieurs grands groupes d'assurance renoncent à verser des dividendes dans le contexte de la pandémie actuelle – Les assureurs britanniques Aviva, Direct Line et Hiscox ont indiqué dans la matinée du 08/04 avoir renoncé à distribuer des dividendes à leurs actionnaires. Cette décision fait suite à un courrier de la Banque d'Angleterre (BoE) adressé le 31/03 aux groupes d'assurance leur demandant de suspendre le paiement des dividendes et de conserver les liquidités dont ils pourraient avoir besoin pendant la crise. Cependant, tous les grands assureurs britanniques n'ont pas cédé aux pressions de la BoE : Legal & General a déclaré à la fin de la semaine dernière vouloir verser un dividende final de 750 M£ à ses actionnaires, Beazley a déjà procédé au versement de son dividende, et Phoenix, M&G, Admiral et Hastings, n'ont jusqu'à présent rien pas indiqué y avoir renoncé.

La compagnie aérienne British Airways (BA) va massivement recourir au dispositif de chômage partiel mis en place par le gouvernement – Les salariés de BA ont approuvé la mise au chômage partiel des effectifs de la compagnie aérienne afin de préserver l'emploi. Selon les termes de cet accord, dont les termes ont été négociés pendant 10 jours, aucun employé ne sera licencié et les salaires continueront d'être versés à hauteur de 80% sans plafond. Tandis que le *Job Retention Scheme* prévoit un plafond de 2 500£/mois par salarié, BA s'engage par cet accord à payer la différence aux employés dont 80% du salaire dépasse le plafond fixé. Afin de préserver le pouvoir d'achat des salariés, l'accord prévoit également de permettre à ces derniers de dévier leurs cotisations retraites sur leur salaire pendant une courte période. Toutefois, il convient de noter que le maintien des salaires à hauteur de 80% sans plafond a été rendu possible par un accord avec les pilotes qui ont accepté une réduction de salaire de 50 % pendant deux mois.

Annoncée en février 2020, Royal Bank of Scotland (RBS) poursuit sa restructuration – Tandis que la grande majorité des banques (HSBC, Virgin Money, Wells Fargo, Citigroup, Morgan Stanley, etc) ayant annoncé des plans de restructuration à la veille de la pandémie de COVID-19 ont suspendu ces derniers, RBS aurait supprimé plus de 130 postes dans sa banque d'investissement NatWest Markets. Les représentants du personnel ont critiqué cette décision de la direction alors que RBS est toujours majoritairement détenue par le gouvernement britannique.
